








Pourquoi occuper le chantier d'une prison?

Quelques dizaines de personnes occupent les arbres situés sur le terrain du futur E.P.M (Etablissement Pénitentiaire pour MineurEs) d'Orvault, dans la banlieue de Nantes, afin d'en empêcher la construction.

Nous voulons nous opposer de manière déterminée aux violences de l'état et de l'économie, celles qui détruisent nos vies: l'incarcération, la misère, la ghettoïsation, les politiques sécuritaires et racistes, le salariat...

Des prisons pour mineurEs aux politiques de «tolérance zéro» Le gouvernement prévoit la construction de 7 Etablissements Pénitentiaires pour MineurEs de 13 à 18 ans d'ici fin 2006. Ils fourniront 420 nouvelles places d'incarcération qui s'ajouteront aux 850 existantes dans les quartiers pour mineurEs des prisons. Les projets actuels d'EPM sont situés dans les périphéries de Valenciennes, Meaux, Lyon, Mantes-la-Jolie, Toulouse et Marseille. Quelques autres mesures illustrent ce renforcement sécuritaire généralisé:



-  une augmentation des incarcérations: +45% entre 1990 et 2002 pour les mineurEs et 1320 nouvelles places pour les majeurEs.
-  la création des Centres de Placement Immédiat (CPI), des Centres Educatifs Renforcés (CES) et ensuite des Centres Educatifs Fermés (CEF). Ces centres montrent une évolution de plus en plus disciplinaire, aux dépens de politiques éducatives. (sachant que l'éducatif peut également rimer avec normalisation et mise au pas des individuEs).
-  la soumission des services sociaux à une mission de flicage des individuEs, avec par exemple, l'obligation des éducateurs/trices à la délation et la transmission des dossiers à la police.
-  des pressions sur l'entourage familial avec les suspensions des allocations et en instaurant la responsabilité pénale des parents de «délinquantEs».
-  le développement des nouvelles technologies pour créer des outils de contrôle: vidéosurveillance (notamment dans les établissements scolaires), biométrie, bracelets électroniques, fichage ADN, etc. Le tout pour un «contrôle permanent».
-  la création de nouveaux délits, par exemple la pénalisation d'actes du quotidien comme le regroupement dans les halls d'immeubles ou la fraude des transports en commun, jusqu'à la mise en place de couvre-feux.
-  une présence policière plus forte et plus agressive avec notamment les Brigades Anti Criminalité (BAC) harnachées de nouvelles armes high-tech, les contrôles aux faciès, les harcèlements constants, les bavures et «accidents» meurtriers couverts et cachés.

Il se pose la question de la déviance et de sa gestion. L'état tient pour responsable les individuEs qu'il considère comme fautifs et les punit. Or, ce sont les conditions sociales, affectives, conomiques qui construisent une personne, et ce sont ces conditions qui sont à questionner. Comment peut-on envisager de régler des problèmes en enfermant, brisant et torturant des individuEs? Il s'agit d'une logique circulaire qui ne fait que perpétuer et accroître la violence. La prison instaure la punition en système, elle existe pour faire peur et préserver l'ordre établi. Elle est un supplice qui, malgré tous les discours de rénovation et de réformes, reste essentiellement dégradant et humiliant.

Il faut changer les conditions sociales, économiques, les modes de relation entre les gens plutôt que de punir les individuEs. Il ne s'agit pas de se conformer par la répression ou l'éducation aux normes actuelles, mais il s'agit bien de les changer. Là où règne la domination, nous préférons construire d'autres rapports entre les individuEs, par exemple s'attaquer au patriarcat qui entretient des schémas de soumission et de violence, et y substituer d'autres valeurs que l'homophobie et le sexisme à tous crins.

Les logiques de profit entérinent une image de la «réussite sociale» : posséder des biens matériels devient la condition nécessaire pour exister et faire partie de la catégorie des «gens bien». Ces logiques transforment alors en «délinquantEs» celles et ceux pour qui il est impossible de posséder.

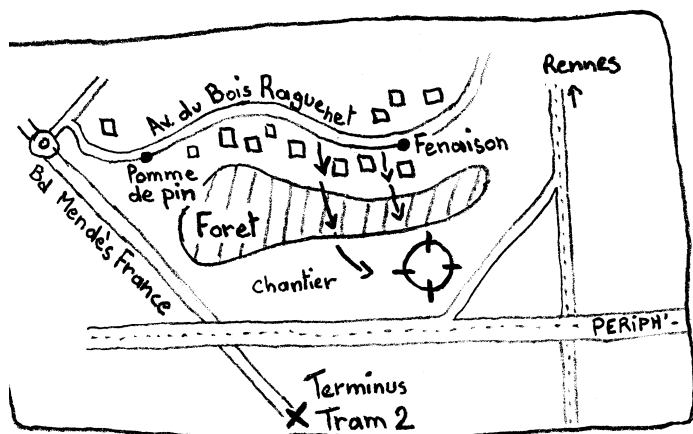
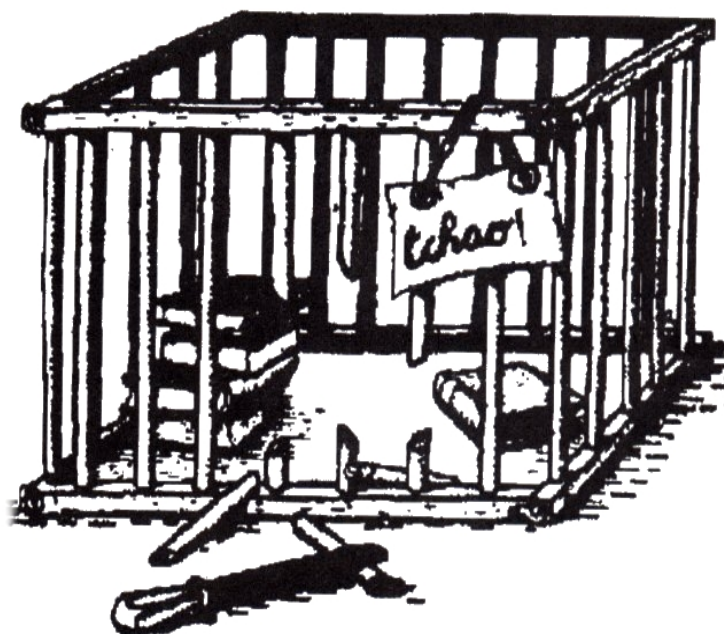
Ce qui est mis sous le terme de «délinquance» s'avère parfois être un moyen de survie (les inévitables économies parallèles qui sont des moyens de faire face aux injustices et à la pauvreté: deal, vols, braquages...). Il s'agit parfois d'actes de violence contre d'autres (coups, racket, viols...) qui entraînent indéniablement des souffrances, mais que l'on n'empêchera pas en brisant psychologiquement les dits «coupables», et ce tant que cette société se structurera dans la compétition, l'autoritarisme, le machisme.

La «délinquance» n'est souvent que la manifestation de la colère et de l'opposition aux règles établies. Bon nombre de condamnations sont le résultat direct des violences et du harcèlement policier, face auxquels des réactions de défense ou de protection se transforment au tribunal en «outrage et rébellion».

Les émeutes d'octobre dernier ont par exemple traduit la révolte de celles et ceux qui sont parquéEs dans les cités, qui subissent la précarité, l'humiliation des services sociaux, le racisme, la hargne de l'état, tout comme celle des bonNEs citoyenNEs. Sachons nous montrer solidaires de celles et ceux dont la république ne veut pas plutôt que de les juger...

Agir... Dans diverses villes, des collectifs se sont formés pour s'opposer à la construction et à l'existence des prisons. À Nantes, il existe déjà sur la question des mineurEs un collectif «anti EPM», qui a organisé des campagnes d'information et une manifestation sur le site. De manière complémentaire, il nous semble nécessaire d'utiliser des formes d'actions directes dans nos luttes contre l'enfermement. Occuper le site du futur chantier, c'est empêcher concrètement le démarrage des travaux. Occuper les arbres, c'est se mettre en travers des machines et obliger l'état à une expulsion coûteuse. Par ces modes d'action offensifs, nous voulons créer un rapport de force face à l'état.

Venez donc soutenir ou participer à cette action, discuter, prendre des infos(textes, journaux, affiches, etc.) en venant sur place!



Bienvenue,

Pour nous rejoindre:

De l'avenue du Bois Ragueuet, avant l'arrêt Fenaison du bus 87, passez par le mini square sur la droite, ou par le vieux terrain de tennis, jusqu'à la forêt. Trouvez ensuite un des sentiers qui permettent de la traverser. Vous verrez ensuite des débuts de travaux. Nous sommes plus à gauche.

Contact: of-fence@no-log.org